

Cet homme dont j'ai parlé, et qui est un citoyen de Hamilton, vit le connaitement, découvrit le nom du destinataire et le lieu de destination et fit 45 milles pour suivre le wagon. Quand le wagon fut placé sur la voie d'évitement à l'endroit de destination, cet homme était là avant que le sceau eût été brisé et il dit: "Je vous prie de me laisser décharger cette machinerie que j'ai fait fonctionner depuis cinq ans." On lui confia finalement cette tâche; il déchargea la machinerie et il est encore à rôder près des portes de l'institution où cette presse hydraulique a été déchargée, attendant qu'on s'en serve et demandant la faveur de la faire fonctionner, et cela à 45 milles de sa famille. Ceci donnera aux honorables députés quelque idée de la situation commerciale à la veille d'une réduction de 10 p. 100 du tarif sur une seule ligne de l'industrie.

A Toronto, il y a une autre usine où l'on fabriquait les nitrates et les phosphates; elle a cessé ses opérations et la manufacture principale, dans l'Indiana, fabrique les mêmes articles dans la péninsule de Niagara; l'usine de Toronto est arrêtée. L'honorable député de Huron-Sud (M. Black) connaît la misère causée à une autre compagnie dans la ville de Wingham par suite du même fait. Cette compagnie est aujourd'hui pratiquement insolvable.

En me rendant chez moi, sur le train, j'ai discuté cette question avec un libéral éminent, membre de l'Ontario Club. Il m'a dit: "Vous autres, les politiciens, vous vous trompez tous. Ce qu'il vous faut faire, c'est de briser les barreaux et de permettre aux hommes d'affaires canadiens d'aller et d'obtenir une tranche du commerce américain." Ce sentiment ne trouve pas place dans mon cœur et, selon moi, il ne trouve place dans le cœur d'aucun vrai Canadien. Si ce sentiment existe chez ce libéral, qui est membre de l'Ontario Club de Toronto, il n'existe pas chez les membres du parti conservateur avec lesquels j'ai eu le plaisir de m'associer. Nous ne voulons pas briser les barreaux et sauter sur les Etats-Unis afin d'avoir une tranche de leur commerce. Nous croyons que le Canada a une destinée, et si cette destinée doit être accomplie, nous continuerons d'avoir foi en notre pays. Je regrette que le premier ministre (M. Mackenzie King) ne soit pas à son siège, mais le ministre du Travail (M. Murdock) est ici.

L'hon. M. MURDOCK: Mettez-vous à ses trousses.

M. HARRIS: J'hésiterais à me mettre à ses trousses. Tout de même, cet honorable monsieur a rappelé certaines remarques qui

sont tombées ou qui sont censées être tombées des lèvres de l'honorable sénateur Robertson à propos du voyage du premier ministre aux Etats-Unis avant l'ajournement de Pâques, et je pensais avoir entendu moi-même quelque chose à peu près dans le même temps. Je parlais à un de mes amis, un libéral, et je lui disais: "Supposons que nous abattions les barrières et que nous y allions tous ensemble, qu'arriverait-il alors? Il me répondit: "Nous avons aujourd'hui à la tête des affaires du Dominion un homme brillant, l'un des esprits les plus brillants qui aient jamais dirigé les destinées de la nation, et je ne vois pas pourquoi, les Etats-Unis et le Canada, étant unis en une grande république du continent nord américain, notre cher petit premier ministre ne pourrait pas devenir président de tout ce pays."

L'hon. M. MURDOCK: Mon honorable ami ignore-t-il que la constitution des Etats-Unis ne permet pas à un homme d'aspirer à la présidence s'il n'est pas né dans ce pays?

M. HARRIS: C'est possible, mais ce que je sais bien, c'est que, si je trouvais, dans les rangs du bon vieux parti conservateur un homme ayant des ambitions de ce genre, ou bien je verrais à le faire ostraciser de ce parti, ou bien je sortirais moi-même définitivement des rangs de ce parti.

On a présenté à la Chambre une proposition tendant à la création d'une commission du tarif. Nous connaissons quelques grands hommes d'Etat libéraux, de nos jours et de notre génération; je pensais à eux en examinant cette résolution que la Chambre étudiera en temps opportun et dont l'objet est de remédier à toutes les déficiences du présent tarif douanier et de rétablir, dans cette classe du peuple canadien engagée dans l'industrie, quelque confiance en l'avenir du pays. L'honorable représentant de Kootenay-Ouest (M. Humphrey) a parlé de rétablir la confiance dans le pays, mais je pense réellement qu'il avait en vue le rétablissement de la confiance au Gouvernement actuel. Le Gouvernement a l'intention de présenter une résolution tendant à la création d'une commission du tarif, et il m'est venu à l'esprit que le vieux navire de l'Etat libéral coule si vite que l'équipage en est rendu à se servir de certaines "planches" de la "plate-forme" tory pour boucher les trous et empêcher le navire de sombrer.

L'hon. M. MURDOCK: Pauvre lui!

M. HARRIS: Avant que je termine, vous serez de mon avis. Nous avons entendu parler auparavant de commissions du tarif. En 1912, on présenta une résolution, qui fut connue plus tard sous le titre de bill n° 88,